

Le Libertaire

ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)

LES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES NE LIBÈRERONT PAS LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS

« LE LIBERTAIRE » a été saisi à sa dernière parution parce qu'il disait une vérité qu'aucun torchon de la presse aux ordres ne risque de dire.

Sa diffusion en public gênait ces Messieurs de l'Etat dans leur sale besogne de mensonge et d'exploitation du peuple et, du même coup, les anarchistes n'ont plus le droit de parler... qu'entre eux !

Aucun valet du journalisme n'a protesté devant cette mesure, digne d'un régime nazi, exceptés « Libertés » et « Franc-Tireur ».

Camarades, nous continuerons à vous crier la vérité quand même !

Il faut que notre voix s'entende !

La saisie de notre LIBERTAIRE a prouvé que notre combat était, plus que jamais, celui du prolétariat qu'on veut opprimer !

Anarchistes d'Espagne au combat !

ES événements considérables se chevauchent actuellement dans la politique mondiale, qui laissent loin, dans leurs tripotages d'arrière-boutique, les préparateurs laborieux et... inutiles de la Constitution.

La décision prise par la France — puis par les Etats-Unis suivis de la Grande-Bretagne — de liquider le régime de Franco, le raidissement soutain d'Amérique devant les visées annexionnistes de l'U.R.S.S., exprimé par un discours sans ambiguïté de Byrnes à New-York, la maladie diplomatique de Léon Blum devant les dernières décisions financières du Congrès américain, l'amnistie « intelligente » du gouvernement français pour les victimes de l'horrible répression de Sétil par un même gouvernement sont les faits marquants d'une seule question : la manœuvre tantôt diplomatique, tantôt stratégique, tantôt économique de plusieurs pions d'un même système et qui ne peuvent, pour n'être pas rayés du jeu, que se manger entre eux — ou se bien placer en attendant le moment propice de se débarrasser de l'adversaire qui gêne leur existence propre.

La question espagnole nous est trop familière, à nous anarchistes, pour que nous ne la mentionnions pas plus spécialement. Il faut être un enfant pour croire tout d'abord que c'est seulement maintenant que les démocraties découvrent l'ignominie d'un régime fasciste en Espagne et qu'ils possèdent enfin les moyens de se débarrasser de Franco.

SUITE
EN 2^e PAGE

le libertaire

Une fois de plus, on dresse les prolétaires contre eux-mêmes

NI OCCIDENTAUX, NI ORIENTAUX !

Nous ne nous attarderons pas à l'étude des grands problèmes internationaux, quoique ce ne sont pas les sujets qui manquent : Troubles aux Indes et au Caire, situation tragique en Espagne, mouvements divers en Chine, voyage de Léon Blum aux U.S.A. fin des travaux de l'U.N.O. ; tout cela mériterait une étude ample et suivie, mais, au risque de passer pour des orgueilleux, nous avons au cours des rubriques internationales précédentes fixé les positions, et aujourd'hui nous voyons des journaux comme « Franc-Tireur » définir la position des U.S.A. au sujet des crédits demandés par la France, de la même façon que nous l'avions indiquée il y a déjà plusieurs mois.

Quant à l'Espagne, au cours du Meeting de la Mutualité, où nous étions seuls avec nos camarades espagnols à protester contre l'assassin Franco, un de nos camarades explique avec clarté pourquoi on entretenait l'appellation générale de Républicains sans indiquer que l'action contre Franco était celle d'authentiques révolutionnaires. Aujourd'hui les marchands de slogan tentent d'accaparer le mouvement et pour éviter en France une publicité qui leur serait défavorable, on ne parle pas des Anarchistes de la F.A.I. et de la C.N.T., car la comparaison avec les partis politiques français et la C.G.T. aboutirait à de troublantes conclusions.

A notre meeting nous avons indiqué pourquoi les U.S.A. soutenaient Franco ; aujourd'hui la presse revient sur ce sujet mais ne donne que des petits aperçus de la question ; nous aurons l'occasion d'y revenir.

Un fait est certain : dans l'engagement courant on parle de plus en plus d'Occidentaux et d'Occidentaux, le but à atteindre se précise donc de plus en plus : c'est aux peuples, et à eux seuls de ne pas accepter cette discrimination qui ne correspond à rien dans l'avenir de la paix et qui ne peut avoir de valeur que dans la préparation d'une nouvelle guerre mondiale.

Nos camarades ne doivent d'aucune façon se laisser entraîner à des jugements impulsifs, nous voulons mettre sous leurs yeux, un des derniers moyens employés : lors de l'ouverture de la conférence de l'U.N.U., un journal anglais lance la nouvelle : L'U.R.S.S. vient de découvrir une bombe atomique plus puissante que celle détenu par Washington. Devant l'accueil placide des U.S.A., l'U.R.S.S. entame la bataille sur les colonies, l'Indonésie et la Grèce ; l'affaire, après d'âpres discussions est classée. A peine la conférence terminée, on apprenait, à grands renfort de Tam-Tam, que le secret atomique avait été livré par les services canadiens à une puissance étrangère ; Mackenzie King accusait la Russie, celle-ci avoue qu'elle a eu connaissance de certaines études, mais d'une valeur sans grande importance et que la campagne menée au Canada contre l'U.R.S.S. est soutenue et dirigée par les amis du Canada.

Mis en mauvaise posture par Vi-

chinsky et Manuilsky lors de la conférence de l'U.N.O., l'Angleterre et les Etats-Unis sont derrière le Canada. Ce que l'on ne nous dit pas c'est ce que « Le Monde » publiait le 11 décembre 1945, (bien avant toute l'affaire), dans un article écrit par son correspondant particulier à New-York, décrivant l'opinion publique à New-York et déclarant en substance que toute action gouvernementale Russe inspire une méfiance extrême, que si certains américains tiennent que les convaincraient leurs compatriotes qu'une guerre avec l'U.R.S.S. n'est pas inévitable, il en est d'autres qui ne sachent pas leurs sentiments et déclarent qu'il serait préférable d'avoir la guerre tout de suite pendant que les Etats-Unis sont encore sur pied de guerre ; un journal a même indiqué que le service de sécurité américain était sur la piste d'un espion Russe depuis trois ans qui aurait réussi à expédier à Moscou des révélations sur la bombe atomique ; quand on sait que ce journal appartient au groupe Hearst, des capitalistes pro-nazis, on se tient pas de cette campagne.

Ce qui est lamentable dans cet état de chose, c'est que l'opinion publique soit renseignée par de tels moyens, que l'on crée une psychose propre à admettre la guerre, surtout dans un peuple vainqueur et qui est le plus grand vainqueur du dernier conflit.

Le capitalisme américain est maître sur le terrains économique, l'entreprise communiste a gagné des masses imposantes dans la tactique idéologique, et s'apprête à en gagner d'autres ; lequel des deux imposera sa loi ? L'un par l'étoffement matériel ? L'autre par une conquête tenace et continue des postes de commande politique ? Nul ne peut se prononcer : ce que l'on peut prédire c'est que dans un cas comme dans l'autre, le prolétariat mondial va être à nouveau à la croisée des chemins et qu'en prenant parti autrement que pour son seul intérêt de classe il s'attachera au char du capitalisme ou de la dictature dont, pendant la droite de guerre on lui avait solennellement promis la destruction.

Prolétaires américains et prolétaires Russes, vous n'êtes pas nos ennemis, nous le savons et nous le croyons ; soyez vigilants, comme nous le sommes nous-mêmes.

« Ni Occidentaux, ni Orientaux, notre ambition est moins grande : soyons des hommes libres, dans un monde enfin libéré de toutes les oppressions, libre jusqu'à refuser notre sang pour une cause qui n'est pas la nôtre — car notre cause, elle, vous en demandera toujours moins que les leurs.

APRÈS SÉTIF, BOMBAY, L'INDOCHINE ET... L'AMNISTIE !

Peuples Coloniaux, il faut se battre dans une seule guerre de classe !

A l'occasion des événements considérables qui ébranlent l'Empire britannique dans toutes ses POSSESSIONS et de la grande vague d'espoir qu'ils soulèvent chez tous les opprimés du monde, malgré justement l'hypocrisie intéressée de l'amnistie algérienne, nous publions ces extraits d'une lettre que nous adressons à l'Indochinois, à propos des traitements infligés à ses frères par la douce France « démocratique ».

La guerre en Europe terminée, le nazisme balayé de cette partie du globe, les tirailleurs annamites revenant d'Allemagne après avoir subi 4 ans de privation et souvent de torture, en raison de leur race, crurent qu'ils allaient goûter en France un repos bien mérité. Mais c'était hélas ! se faire beaucoup d'illusions sur la générosité de la métropole ; obligation fut faite à ces hommes de s'embarquer pour aller libérer leur pays que l'on avait livré 4 ans plus tôt au fascisme japonais sans leur demander leur consentement.

Mais ceci n'était rien ; la guerre contre le Japon terminée, le peuple indochinois s'appuya sur les déclarations de la Charte de l'Atlantique reconnaissant aux peuples la libre disposition d'eux-mêmes, revendiquant le droit de s'administrer lui-même. L'Etat-Major français crut bon alors, afin de ramener ce peuple dans la bonne voie du colonialisme, de se servir des troupes annamites restées en France afin d'aller combattre leurs propres frères.

Ceux-ci refusant de jouer le rôle d'une L.V.F. dans leur propre pays, la répression s'abattit sur eux. A coups de bayonnette on les interna dans des camps de concentration et dans différentes prisons de France.

Plusieurs centaines de tirailleurs annamites furent torturés et maltraités dans ces camps dignes de Buchenwald.

Voici résumé l'historique des rapports entre le peuple indochinois et ceux qui se prétendent les représentants du peuple français ; reniement des engagements pris, exploitation d'un peuple pour une guerre qui n'est pas la guerre de sa liberté, mesures criminelles de violence pour dominer un peuple qui veut vivre libre.

LIRE LA SUITE EN 2^e PAGE

Aux hasards du Chemin

FRANCO & Cie

ÉCIDENTELLE cette exécution de *Cristino Garcia* a réveillé la conscience universelle.

Bien sûr, il a coulé trop de sang, de salive et d'encre, pour que la conscience universelle, comme vous dites, ne soit pas éclaboussée. Elle a été quand même bien longue; car, avant *Garcia* et ses compagnons, il y a eu d'autres mises à mort que la conscience universelle a bien facilement acceptées.

C'est la goutte d'eau.

Ah! oui! Il était vraiment grande la vase.

Enfin, approuvez-vous oui ou non les cheminots et les postiers?

Absolument!

Et le gouvernement?

Le premier gouvernement à direction socialiste avait lui aussi fermé les frontières et le second n'a pas l'air plus franc.

Il nous faudrait quand même faire un effort pour empêcher *Franco* de continuer ses monstruosités.

Tout à fait d'accord. Mais *Franco* n'est pas un monstre. Il fait plutôt figure de modéré. Qu'a-t-il à son actif? La destruction de *Gernica*! Quelques batailles. Le tableau moyen d'un général de division, comme *généralissime*, il avait droit à plus. Il avait bien le droit comme quiconque de gagner une guerre, de faire ses preuves de général. Au lieu d'ex-

terminer les ennemis de sa patrie, il a trucidé les ennemis de son régime... simple déformation professionnelle.

Tout de même, il a répandu dans toute l'Espagne la terreur et la misère.

Citez-moi donc un général qui apportait dans ses fourgons la liberté et l'abondance?

Ses malheureuses victimes n'avaient même pas connaissance du jugement qui les condamnaient à mort.

Par commission, peut-être? Croyez-vous que si on avait envoyé à *Hiroshima* des juges, des greffiers, des avocats et des aumôniers chargés d'annoncer aux habitants qu'ils étaient condamnés à mort, il y aurait eu des pleurs et des cris? C'était bien mieux comme ça!

D'autant plus que pour respecter la loi, les juges, huissiers et aumôniers devant se tenir auprès des condamnés au moment de l'exécution, il y a plus d'un magistrat qui ne parlerait plus de grève. Et puis quoi,

Franco, en principe, ne commande guère plus qu'une douzaine d'assassins à la fois, du travail de bon artisan, du boulot à la main en somme;

il paraît dédaigner le travail en série, générateur de chômage, c'est un sage!

Mais c'est égal, votre conscience universelle, cette blanche agnelle.. elle aurait parfois besoin d'être réveillée à coups de trique!

Nous, on croyait — comme des enfants que nous étions! — que des décisions de ce genre et de cette importance pour la paix du monde ne pouvaient se prendre que lorsque grands et petits — sans qu'il en manque un seul — en auraient décidé ainsi.

Il en a donc été autrement!

Nous, là dedans, on fait office de caniche!

Les patriotes chauvins et amoureux des grands alliés sont capables d'en attraper la jaunisse. Y est allé de son enthousiasme pour en arriver à... D'autant plus qu'on commence un peu à s'apercevoir que les Etats-Unis, s'ils désirent recréer le bloc économique d'une Allemagne puissante, c'est pour en faire un Etat tampon contre une poussée éventuelle qui pourrait venir d'en dehors.

Merci *l'Époque*, il eut fallu qu'on le soit!

Et voilà la droite — en l'espèce cette grognon *d'Époque* — qui ne se met à découverte subtilement la vérité de la mascarade électorale que par haine des bonimenteurs de gauche qui l'ont dépassé dans l'art et la manière de se servir du peuple pour bien profiter de l'Etat.

Pour les uns comme pour les autres, le grand coup de balai!

Promesses de paix

Moscou. — Dans un ordre du jour à l'occasion du 28ème anniversaire de l'Armée rouge, le généralissime *Staline* exhorte le peuple tout entier à renforcer l'économie nationale, à dépasser la production d'avant guerre et à consolider la puissance militaire et économique de l'Union Soviétique. L'Armée rouge doit être vigilante, garantir les intérêts nationaux de l'Etat et rendre inaccessibles les frontières de la patrie contre tout ennemi.

Ca nous promet du beau pour l'ère de la paix universelle! Mais, à propos, on croyait que tous les ennemis avaient été terrassés avec les fascistes d'Allemagne, d'Italie et du Japon! Faut croire qu'on avait dû se tromper!

Aujourd'hui, les troupes chinoises qui occupaient l'Indochine s'en vont et c'est la France qui paiera les frais d'occupation de notre alliée... la Chine — on a un peu l'habitude, puisqu'on a payé déjà ceux de l'occupation et de les rendre capables de gérer les grands alliés un jour. Et tout cela sous le couvert de la « dialectique », de la tactique pour servir, en définitive, non pas une libération de l'homme, mais son esclavage, sa servitude par une classe de nouveaux privilégiés : les hauts fonctionnaires de l'ETAT omnipotent et dictatorial !

Chevalerie moderne

Les chevaleresques libérateurs de l'Indochine — en l'espèce les brutes sadiques et galonnées de *Leclerc* — ont saccagé le centre du parti S.F.I.O. à Saigon, ainsi que le siège de son journal *Justice*. Des personnes ont été blessées et dans la bagarre se trouvaient nombre de civils.

On sait bien ici ce que nous pensons des gouvernements socialistes, et cela ne nous met que plus à l'aise pour souligner l'ignoble mentalité de ces coloniaux invétérés — exploiteurs des indigènes par les brimades les plus abjectes, les plus basses, les plus sales — prenant un coup de sang parce que des hommes, simplement humains, osaient réclamer de la justice de la part des pacificateurs envers le *Viet Minh*. Belle température de la maturité politique des blancs de là-bas. La fonction crée l'organe.

Libéralisme

On apprend que les Etats-Unis auraient décidé que la Ruhr, arsenal de l'Europe, restera allemande.

Le slogan « Retroussons nos manches ! ça ira mieux ! » est sans conteste possible celui qui a le plus

succès; tout le monde en parle, tout le monde rigole ! un succès de fou rire ! Seuls les Allemands, avec l'affiche de l'Escargot, nous ont fait autant marer, mais eux, ils nous bouscuent le crâne, tandis que nous lisons...

Les conflits ouvriers

Le président Truman a signé un décret autorisant le gouvernement à saisir les entreprises de remorqueurs à New-York. Sur ce,

un porte-parole du Département du Travail a déclaré que la situation alimentaire à New-York est devenue « critique ».

Le président du Syndicat ouvrier a annoncé que les membres de ce syndicat ne travailleront pas pour le gouvernement.

Avis aux politiciens de la C.G.T.

L'aveu

Nous trouvons cette citation de *l'Époque* dans la *Vie Financière* du 23 février :

« Nous venons d'assister à l'aveu des membres de la Commission de la Constitution qu'ils sont pratiquement des propres à rien, pense *l'Époque*, qui poursuit :

« Les communistes renoncent à la révocation des élus par le parti. Le M.R.P. avoue qu'il croyait au père Noël en demandant le vote familial.

Le parti socialiste ne demande rien,

sinon que l'on oublie ses tours de valise maladroits dans les votes successifs, où, pour se garder à gauche, il se mit à virer à droite, et pour se garder à gauche, à osciller sur sa gauche. Il n'y a rien de fait. Il y a simplement quelqu'un de refait, c'est Jacques Bonhomme qui commence à trouver que les gens du 21 octobre l'ont vraiment pris pour un imbécile.

Merci *l'Époque*, il eut fallu qu'on le soit !

Il en a donc été autrement !

Nous, là dedans, on fait office de caniche !

Les patriotes chauvins et amoureux des grands alliés sont capables d'en attraper la jaunisse. Y est allé de son enthousiasme pour en arriver à... D'autant plus qu'on commence un peu à s'apercevoir que les Etats-Unis, s'ils désirent recréer le bloc économique d'une Allemagne puissante, c'est pour en faire un Etat tampon contre une poussée éventuelle qui pourrait venir d'en dehors.

Merci *l'Époque*, il eut fallu qu'on le soit !

Et voilà la droite — en l'espèce cette grognon *d'Époque* — qui ne se met à découverte subtilement la vérité de la mascarade électorale que par haine des bonimenteurs de gauche qui l'ont dépassé dans l'art et la manière de se servir du peuple pour bien profiter de l'Etat.

Pour les uns comme pour les autres, le grand coup de balai !

Promesses de paix

Moscou. — Dans un ordre du jour à l'occasion du 28ème anniversaire de l'Armée rouge, le généralissime *Staline* exhorte le peuple tout entier à renforcer l'économie nationale, à dépasser la production d'avant guerre et à consolider la puissance militaire et économique de l'Union Soviétique. L'Armée rouge doit être vigilante, garantir les intérêts nationaux de l'Etat et rendre inaccessibles les frontières de la patrie contre tout ennemi.

Ca nous promet du beau pour l'ère de la paix universelle! Mais, à propos, on croyait que tous les ennemis avaient été terrassés avec les fascistes d'Allemagne, d'Italie et du Japon! Faut croire qu'on avait dû se tromper!

Aujourd'hui, les troupes chinoises qui occupaient l'Indochine s'en vont et c'est la France qui paiera les frais d'occupation de notre alliée... la Chine — on a un peu l'habitude, puisqu'on a payé déjà ceux de l'occupation et de les rendre capables de gérer les grands alliés un jour. Et tout cela sous le couvert de la « dialectique », de la tactique pour servir, en définitive, non pas une libération de l'homme, mais son esclavage, sa servitude par une classe de nouveaux privilégiés : les hauts fonctionnaires de l'ETAT omnipotent et dictatorial !

Sans importance

« 2 k. 700 d'or dans une motte de beurre et dans un cache sexe ».

« La France achète des casquettes de trappeurs aux Etats-Unis ».

(Les journaux.)

Non, sans blague! en voilà des histoires!

Et nous! à qui l'on a volé notre jeunesse, nos espoirs, nos chances de vivre, que devrions-nous dire? Alors, un peu de pudeur, messieurs les journalistes (sic) de la presse prostitutionnée, gardez votre papier, si rare (?) pour des choses qui en valent la peine!

Mais, n'est-ce pas, il a loin entre ceux qui combattent et ceux qui abrèvent le public de ces fâcheuses lamentables!

Succès !

Le slogan « Retroussons nos manches ! ça ira mieux ! » est sans

conteste possible celui qui a le plus

LE LIBERTAIRE

Les leçons du Colonialisme

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Devant cette situation les Indochinois de France posent cette question angoissante : on tue toujours nos frères en Indochine au nom de l'ordre (colonialiste, bien entendu); le gouvernement actuel va-t-il continuer dans cette voie qui serait grave de conséquences, le peuple indochinois étant décidé à résister à cette occupation de ceux qu'il considère comme

des agresseurs de sa liberté, au même titre que les envahisseurs japonais de 1941.

Le témoignage de ces simples faits nous prouve, une fois de plus, la trahison des partis de gauche qui, arrivés au pouvoir, ne sont que suivre fidèlement la même voie du colonialisme oppresseur des gouvernements réactionnaires contre lesquels ils se dressaient, il y a seulement quelques années, au nom de l'humanité et de la lutte de classes.

Tel est le bilan de leur participation au pouvoir : se trouver pris au Capitalisme, après avoir abandonné l'esprit essentiel de leurs buts révolutionnaires à force de composer, de lutter pour accéder aux places d'où certains naïfs croyaient qu'ils pourraient FAIRE LA REVOLUTION.

Il leur faut, aujourd'hui, soutenir ce colonialisme, qui n'est qu'un des aspects de l'imperialisme du Capital. On se bat pour acquérir ou conserver des richesses de tous ordres — débouchés, nouvelles sources de matières premières, main-d'œuvre à bon marché, etc... dont les peuples coloniaux font les frais.

Camarades d'Indochine et d'Egypte, camarades de Bombay, de Palestine et d'Indonésie, la cause de votre servitude n'est pas dans l'attitude, les procédures de tel occupant, plutôt que dans le maintien de ce capitalisme qui ne trouve, pour reculer le mouvement de sa chute, que les moyens logiques du colonialisme dans la bataille économique où il faut qu'il fasse front aux concurrents qui le délogent.

Il n'y a que la lutte de classes révolutionnaire de tous les opprimés — des prolétaires aux indigènes — contre les oppresseurs de tout acabit — gouvernants, patrons, militaires, religieux — qui pourra vous libérer. C'est au resort du système qu'il faut s'attaquer!

Camarades, à l'action!

Il faut résister partout où l'ennemi attaque!

De toutes les révoltes localisées, méritent un jour la révolution des hommes qui emporteront tout vers notre victoire!

Votre lutte doit avoir les mêmes causes et les mêmes buts que la nôtre à l'usine, à l'atelier, au champ, au travail!

LIB.

FÉDÉRATION SYNDICALISTE
22, r. SAINTE-MARIE, PARIS-20^e
TRAVAILLEURS MANUELS
ET INTELLECTUELS

Votre situation devient de plus en plus misérable.

Alors que les prix continuent leur course ascendante, les salaires restent bloqués.

A quelques jours de son congrès la C.G.T. n'a encore apporté aucune solution pratique à ce sujet.

Face à cette situation, la Fédération Syndicaliste vous convie à assister à la Grande Conférence qu'elle organise le Vendredi 15 Mars, à 20 h. 30 précises, 184, boulevard Saint-Germain (Métro Saint-Germain-des-Prés) où nos camarades Pierre Besnard et Rotot Edouard traiteront : Le Problème des Salaires. Participation aux frais : 5 francs.

“Entre nous”

VIENT DE PARAITRE

Bulletin intérieur des militants de la Région parisienne

Les camarades de province et particulièrement les secrétaires de Fédérations qui désirent « Entre Nous » sont priés de passer commande de 145, quai de Valmy, Paris (10^e), et d'envoyer les fonds PAR MANDAT en spécifiant bien pour « Entre Nous ».

PRIX DU PREMIER NUMÉRO : 25 FR.

La Revue

“PLUS LOIN”

paraît le 15 mars

Périodique social, littéraire, économique - scientifique philosophique et artistique

Au sommaire du numéro 1

1. Introduction, La Rédaction
2. Économie Troublée, par Loriot;
3. Le Problème Social en Egypte, par Damashki ; 4. En Marge des Différents Anglo-Soviétiques, par A. P. ; 5. Quand Wagner était anarchiste, par André Vignier, et de nombreux articles sur La Radio, la Jeunesse, etc., et un document sur la construction de « Port-Soviétique » en U.R.S.S., « Le Dalstrol ».

Adresssez toute la correspondance rédactionnelle à Robert Joulin, 75, rue du Poëte, Paris-18^e.

Prix du numéro : 25 francs

PROBLÈMES

ESSENTIELS



Que faire, face à la guerre ?

Un an s'est à peine écoulé depuis la cessation « officielle » des hostilités en Europe; à cette époque, la moindre allusion concernant la possibilité d'un conflit entre vainqueurs était alors qualifiée de « manœuvre criminelle visant à désagréger le bloc des démocraties en lutte contre les chiens enragés du fascisme ».

A présent, les journaux, les hebdomadaires, les revues de tous les partis sont pleins de calculs, de prévisions, de suggestions, non seulement constatant la probabilité de la « prochaine », mais désignant « en clair » les adversaires futurs : Etats-Unis et Empire britannique d'une part, la Russie de l'autre.

La préparation morale à la guerre est très avancée, puisque les citoyens moyens d'un peu partout en sont à discuter les délais, les modalités, les combinaisons des pays satellites et vassaux, mais admettent parfaitement la réapparition de la guerre.

En face de cet état d'esprit, on constate aussi une lassitude chez ceux des hommes qui sont encore mobilisés. C'est en partie de cette répugnance simpliste et matérialiste que commence une résistance spontanée, chaotique, larvée, tant chez les G.I. que chez les « moujiks »; les uns manifestent leur humeur en écrivant sur leurs camions leur désir de rentrer « At home », les autres se rallient aux bandes de déseureurs de plus en plus signalées dans les forêts de Pologne et même d'Ukraine. Cependant, pareil état d'esprit peut retarder la catastrophe, mais non l'empêcher.

Il faut, pour cela, que se crée avant tout un vaste mouvement d'opposition à la guerre, dont se pénétreraient la partie de l'humanité qui souffre le plus, qui est la première sacrifiée et qui a le rôle le plus important dans la production alimentant la guerre : le prolétariat et les paysans les plus pauvres.

Parallèle mentalité ne peut s'implanter dans les cerveaux qu'à la faveur d'une propagande opiniâtre, visant à montrer par le raisonnement ce que valent les deux régimes qui visent chacun à posséder la planète.

Il ne peut plus être question d'une « France seule », combattant pour son idéal national, mais uniquement, pour l'homme de la rue, de jeter sa vie dans la mêlée, au profit de l'un ou l'autre impérialisme : russe ou anglo-saxon.

Service de Librairie

Léon et Maurice Bonnet : La Classe ouvrière, 50 ; Marchand de Folie, 50. — **Fernand Pelloutier** : Histoire des Sources ou Travail, 100. — **Maurice Pelloutier** : Fernand Pelloutier, sa vie son œuvre, 40. — **Laurent Thaïdale** : Discours civiques, 50. — **Vauvet** : Vérité sur la question romaine, 60. — **Alexandre Zévaès** : Auguste Blanqui, 50 ; La semaine sanglante au congrès de Marseille, 20. — **Patorni** : La Grande Retape, 50 ; Les Féodalités criminelles, 40. — **Paul Louis** : Histoire de la classe ouvrière, 120. — **Le syndicalisme français**, 50. — **Gitzbacher** : L'Anarchisme, 100. — **Darwin** : L'Origine des Espèces, 150. — **Bousset** : Bakounine, 25. — **Devaldès** : Maternité consciente, 30. — **Alice Jouenne** : Une expérience d'éducation nouvelle, 30. — **Lahy** : Du clan primitif au couple moderne, 30. — **Gazalis** : Le Syndicalisme ouvrier, 50. — **Bernard** : L'Éthique du syndicalisme, 35. — **Gimenez** : La suppression de la guerre, 50. — **Bert** : Du Capital aux Réflexions sur la violence, 50. — **Hummer** : Le mouvement syndical, 20. — **George Sorel** : La décomposition du marxisme, 20. — **Catiero** : Abrégé du Capital, 40. — **Leitzko** : La Marche royale, 50. — **Odette Dutac** : L'enfer d'une étreinte, 50. — **Voine** : La maladie de l'amour, 50. — **Guinhermet** : Le Millieu criminel, 50. — **Voline** : La répression en Russie, 25. — **Bakounine** : L'Anarchie, sa philosophie, 25. — **La Grande Révolution**, 25. — **L'Entralde**, 110. — **Pau Pallette** : Les Tabinettes d'un lezard, 50. — **Sébastien Faure** : La Révolution sociale, 50. — **Église** : menti, 25. — **Naissance** et la mort des Dieux, 25. — **Lorulot** : Histoire des papes, 70. — **La Bible** : critique, 70. — **La vie comique de Jésus**, 70. — **Education sexuelle**, 70. — **Barbarie allemande**, 50. — **Crime et Société**, 50. — **L'Eglise et l'amour**, 40. — **L'Eglise et la guerre**, 40. — **Han Ryner** : Chère Pucelle de France, 50. — **L'Amour plural**, 50. — **La vie éternelle**, 50. — **L'Eglise devant ses juges**, 60. — **Le Sphinx rouge**, 50. — **La Sagesse qui rit**, 100. — **Le Cinquième Evangile**, 100. — **Le drame d'être eux**, 50. — **Les véritables entretiens de Socrate**, 100. — **Cau-serie sur la Sagesse**, 10. — **Petit Manuel individualiste**, 10. — **Le Mariage philosophique**, 10.

Les Œuvres de Proudhon sont presque épuisées chez l'éditeur; donc, il est impossible de nous en commander.

Nos camarades sont priés de noter qu'ils devront joindre 10 fr. par livre pour frais d'envoi. Il ne sera fait aucun envoi contre remboursement.

Dans l'Internationale Anarchiste

Nouvelles du Mouvement en Bulgarie

La Bulgarie constitue depuis plusieurs dizaines d'années un terrain favorable pour la propagande libertaire. Alors qu'en Roumanie le mouvement anarchiste se réduisait à quelques noyaux syndicalistes dans les grands centres, et qu'en Yougoslavie la présence de militants ne se manifestait que dans les régions dalmates et istriotes, une Fédération syndicaliste révolutionnaire et une organisation anarchiste déployaient une constante activité en territoire bulgare et influençant les courants ouvriers, notamment dans l'industrie du tabac, de même que les cercles intellectuels de la capitale et de la province.

La répression qui s'abatit sur toutes les tendances progressistes et révolutionnaires en 1930 et la terreur blanche qui sévit sur l'ensemble du pays obligent les organisations libertaires à mener une vie clandestine, leurs animateurs ayant été massacrés, emprisonnés ou forcés à s'exiler. Cependant l'influence anarchiste continuait de se manifester, notamment lors des élections dans les associations étudiantes, où les listes sympathisantes à nos idées obtenaient souvent le plus grand nombre de suffrages.

La guerre agrava encore les difficultés que rencontraient les anarchistes bulgares pour conserver leurs positions et poursuivre la lutte. Dans plusieurs régions les relations durent être maintenues individuellement, mais les contacts ne furent jamais rompus. Des unités anarchistes prirent part aux luttes du maquis contre les troupes allemandes, sans cependant entrer dans le jeu des organisations politiques qui entretenaient des illusions sur la valeur d'une « libération nationale ».

À la fin de la guerre, le mouvement anarchiste se reconstitua, conservant en partie son caractère clandestin. D'une part le Gouvernement du

« Front Patriotique », instrument aux mains de l'Union Soviétique, maintenait un certain nombre d'éléments libertaires dans les camps de concentration. D'autre part, nos camarades sachant que l'avenir leur réservait de nouvelles difficultés, n'acceptaient dans les groupes que les militants connus et sûrs, laissant aux « cercles d'études » le soin de donner une première éducation aux nombreux sympathisants et transfuges des partis de gauche qui accourraient grossir le mouvement libertaire.

De récents événements ont montré que cette tactique avait du bon. Lors des élections, la pression anglo-saxonne obtint une plus grande liberté de presse et de propagande. Moscou cédant provisoirement et pendant quelques semaines de plus grandes possibilités furent mises à profit par le mouvement. Un hebdomadaire pu paraitre : *Roboitcheska Missal* (*La Pensée Ouvrière*). Son contenu et sa présentation nettes prirent de position tant sur les problèmes intérieurs qu'internationaux, lui valurent un net succès. C'est ainsi que, dans un pays aussi pauvre que la Bulgarie, la souscription en faveur du journal recueillit en quelques semaines 1 million de levas, claire indication de l'allant et du dévouement des membres et des sympathisants. Ses appels à l'action directe et au développement des organisations purement ouvrières, contre les illusions contenues dans les mesures d'étatisation préconisées par les partis inféodés à Moscou, lui attira les foudres du gouvernement, pour qui la démocratie n'existe qu'en faveur des hommes au pouvoir.

Le journal a été suspendu. Les autres mesures de répression ne nous sont pas encore connues, les nouvelles parvenant avec lenteur et difficulté. Mais il est sûr qu'une longue expérience de la vie clandestine permettra aux anarchistes bulgares de tenir bon.

A NOUS les Jeunes !

Quelques mois après l'avènement de ce qu'il est convenu d'appeler « la paix », on vous promet la misère, la médiocrité tout le long d'une vie d'esclavage; la militarisation dès l'enfance; c'est vous, jeunes, qui ferez ou ferez les frais des ignobles expéditions coloniales, des ré-

pressions antiouvrières, des fascismes qui se préparent dans l'ombre.

Accepterez-vous d'être les bourreaux des Indochinois, des Nord-Africains, des Noirs du Cameroun, des grévistes de Dakar ?

Accepterez-vous, sous l'influence libérée militaire, d'assassiner vos frères, les travailleurs en révolte ?

Au fond de vous-mêmes, mes jeunes camarades, vous sentez une atroce indecision; un doute vous ronge, une angoisse vous prend: tous les partis, tous ces groupements de jeunesse, « républicains » ou autres ne sont-ils pas de savantes machines pour vous détourner des vrais problèmes ?

Lucidement, courageusement, interrogez-vous.

Alors, écourrés, effarés, vous ferez tous les bateleurs, tous les charlatans sociaux.

Alors, vous rejoindrez nos rangs... si vous savez qui nous sommes et ce que nous voulons.

Nous combattons pour ce que tous, au fond, désirent. Tout révolutionnaire, tout jeune épris de liberté et de mieux-être, est un anarchiste qui s'ignore.

Ce que nous sommes? des hommes qui veulent réaliser le communisme libre, qui en supprimant le capitalisme et l'état, supprimeront du même coup, toutes les causes de misère, de guerre et d'oppression.

Nous ne sommes pas des réveurs, quoi qu'on vous en ait dit. Nous sommes des lutteurs, des lutteurs conscients. Nous savons que seule une Révolution totale peut renverser le capitalisme et l'état et ouvrir la voie à une société de bien-être et de liberté.

Et nous savons que cette Révolution nécessite une longue préparation, une lutte de tous les instants.

Mes camarades, interrogez-vous. Vous verrez alors que, seuls, les libertaires expriment vos aspirations profondes;

Jeunes, entendez notre appel.

Dès aujourd'hui, rejoignez les rangs des Jeunes Anarchistes.

Vous y apprendrez à connaître le fond de la doctrine anarchiste et l'on ne se fera pas faute de vous y parler des doctrines de nos adversaires. Chez nous, vous trouverez la liberté la plus entière dans la discussion et l'expression de vos idées et de vos suggestions. Toutes les questions qui vous embarrassent, vous pourrez les poser. Toute critique est admise! Nous n'exigeons que la bonne foi.

Mais aussi, vous vous formerez à l'action. Vous deviendrez, au sens plein du terme, un homme, un homme de pensée et d'action, un Anarchiste.

POURQUOI L'ANGLETERRE GOUVERNE-T-ELLE LA GRÈCE?

Le conflit Russo-Anglo-Saxon

Dans la querelle qui oppose si violemment l'Angleterre à l'U.R.S.S. au sujet de la Grèce, des paroles définitives ont été prononcées. M. Bevin, ministre anglais des Affaires étrangères, demande si, « par notre action en Grèce, ou ailleurs, nous avons mis en péril la paix du monde ? » Son accusateur, M. Vichinski, se retranchant derrière des artifices d'habile diplomatie, le ministre britannique s'empare alors : « Dans la suggestion russe, il n'y a rien qui dise que la présence de nos troupes ne constitue pas un DANGER CONTRE LA PAIX ». Le délégué soviétique avait en effet affirmé que « la présence des troupes britanniques était une illusion dangereuse » et qu'en conséquence l'U.R.S.S. « insiste donc sur le retrait IMMÉDIAT des troupes britanniques ».

Enfin, M. Bevin, très grave, prononce ces paroles significatives et exemptes d'ambiguïté : « L'honneur de ce pays (l'Angleterre) et la communauté des nations britanniques est en cause ». L'honneur du pays? Voici qui sonne douloureusement aux oreilles des générations qui eurent le triste privilège d'assister aux évolutions diplomatiques, verbales et écrites qui précédèrent les deux guerres mondiales.

Enfin, M. Bevin masque derrière ces grandes phrases la volonté évidente de ne donner aucune explication concernant l'envoi d'une lettre officielle qu'il a adressée à M. Tsouderous, vice-président du Conseil grec, où il mentionne, entre autres choses, que l'Angleterre abandonne totalement et définitivement le remboursement par la Grèce des 45 millions de livres accordés en 1940-41. Etonnons-nous, en passant, qu'un pays de commerçants comme la Grande-Bretagne, fasse remise, sans que le débiteur le demande, d'une telle créance. Admirons la générosité d'un geste d'une Angleterre ruinée, quémendant l'aumône financière à l'Amérique pour en distribuer une partie sous forme de cadeaux! — nous disons bien, en cadeaux — soit d'une façon complète ce qui est le cas pour ces 45 millions, soit de façon conditionnelle par l'ouverture d'un « compte spécial » de 25 millions de livres à utiliser en accord avec la Banque d'Angleterre, soit de façon détournée par l'octroi d'un crédit de 10 millions de livres.

Si nos notions d'arithmétique sont toujours valables — la valeur de tant de choses changeant si radicalement à notre époque — c'est donc un cadeau de 80 millions de livres, soit au cours actuel 32 milliards de francs, ou mieux 1 trillion 600 milliards de drachmes grecs!... Afin de mieux faire comprendre l'importance de ces chiffres, soulignons que la circulation totale fiduciaire grecque — billets de banque émis par le gouvernement — est de 150 milliards de drachmes, soit la dixième partie seulement du cadeau!...

Enfin, étonnons-nous que l'Amérique non seulement ne demande aucune explication sur cette générosité inusitée, dont en somme elle fait les frais, mais, aussi et surtout, que les pourparlers préliminaires anglo-grecs aient eu lieu en présence d'un délégué officiel britannique.

D'après cette lettre, l'Angleterre met immédiatement à la disposition du Gouvernement grec des marchandises pour la valeur de 500.000 livres. Nous n'avons pas encore la nomenclature de ces marchandises, mais nous serions très étonnés s'il ne s'y trouvent en grande partie de l'armement ou des matériels pouvant être transformés très rapidement, en matériel de guerre.

D'importants avantages économiques sont, de plus, énumérés dans ce document et doivent hâter la reconstruction grecque.

Sans vouloir en nier, ce qui se rait absurde, sa nécessité urgente, nous comprenons sans peine tout ce que la restauration de l'économie grecque peut entraîner d'avantages tant financiers, pour le commerçant anglais, que stratégiques lors de la conflagration mondiale qui semble de plus en plus imminente.

Enfin, M. Bevin « insiste particulièrement sur le fait que son gouvernement va donner une très grande assistance technique au Gouvernement grec ». Une mission consultative sur les trois questions : financière, économique et industrielle, fonctionne déjà sous la présidence du lieutenant-général Clark. — Relevons en passant combien les démocraties actuelles aiment à employer leurs officiers supérieurs dans les affaires civiles.

Sur la demande du Gouvernement grec,

Et auprès de quels ministères? La Guerre? L'Intérieur? M. Bevin, dans un but certain d'apaisement des opinions nationales grecques et de l'opinion internationale, peut bien ajouter que « ces conseillers seront responsables devant les ministres grecs », il ne peut abuser de sa personne et l'U.R.S.S. moins que quiconque.

Les avantages accordés que nous venons d'examiner sont donc de nature : financière, par cet octroi de marchandises, économique par l'aide apportée pour la reconstruction grecque et morales par l'assistance technique. Qui ne comprend que l'Angleterre se substitue entièrement au Gouvernement grec puisque c'est elle qui fixe arbitrairement la nature et le volume des marchandises dont a besoin la Grèce, qui évalue l'ordre de priorité dans lequel doit s'effectuer la reconstruction et qui « conseille » la politique du pays?

L'attitude de l'Amérique, dans cette querelle, peut paraître étrange et équivoque. M. Byrnes, ce ministre américain des Affaires étrangères qui prévoit la guerre dans 8 à 10 ans, a tenu tout particulièrement à souligner l'immense intérêt que son pays porte à la Grèce. Nous n'en pouvons être surpris car les Etats-Unis ont consenti un prêt de 25 millions de dollars qui fut accompagné de « recommandations » politiques qui font quelque bruit dans les meilleurs des discrètes des économistes et surtout des militaires. Nous avons écrit déjà qu'un conseiller américain avait assisté aux conversations précédant l'accord anglo-grec, présence qui dénonçait en effet une attitude intéressée, qui s'accentue grâce à la nomination d'un délégué yankee à la Commission monétaire que la Grèce vient de créer.

Nous posons ces deux questions: 1° pourquoi l'Amérique n'a-t-elle pas prêté seule, elle le peut, tout ce dont la Grèce a besoin, soit en augmentant pratiquement le chiffre de 25 millions de dollars, soit en le complétant actuellement?

2° Pourquoi les Etats-Unis, qui ont un urgent et vital besoin d'exportation, non seulement sollicitent la concurrence britannique, mais l'imposent à la Grèce?

Nous montrerons dans un prochain article le sens et les raisons profondes de ces attitudes qui portent en germe le déclenchement de la guerre, pour plutôt que beaucoup le croient peut-être.

Mais aussi, vous vous formerez à l'action. Vous deviendrez, au sens plein du terme, un homme, un homme de pensée et d'action, un Anarchiste.



LE SYNDICALISME



LE SYNDICALISME n'est pas la démocratie

Pour bien saisir la différence fondamentale entre le syndicalisme français et les partis politiques de la démocratie, il faut revenir à un demi-siècle en arrière et évocer le climat politico-social qui a vu le mouvement syndical faire ses premiers pas et dégager laborieusement sa doctrine de l'inavouable fatras idéologique hérité du siècle des révolutions et des utopies socialistes.

Le syndicalisme est avant tout le produit d'une scission, et vouloir l'expliquer sans tenir compte de cette scission serait la plus valable des tentatives. Durant la première moitié du dix-neuvième siècle, les économistes furent troublés par la corrélation inattendue qui paraissait établie entre le développement des forces productives et l'appauvrissement des masses. Ils cherchèrent alors la fameuse « solution du problème social », et si les travaux d'A. Smith, Sismondi, J.-B. Say et Ricardo valurent à l'économie politique de devenir vraiment une science, cette science finit par tourner court et dut avouer son impuissance après qu'elle fut accusée dans l'impass de l'individualisme. C'était la condamnation à mort du prolétariat : résignation et désespoir, c'était tout ce qu'avait trouvé la « science » pour adoucir les souffrances des travailleurs.

Victorieuse en 1789, la bourgeoisie française s'était empressée d'aboyer toutes les entraves encore susceptibles de s'opposer au libre échange de l'industrie. Ainsi, toutes les institutions qui avaient jusqu'à protégé producteurs et consommateurs contre les méfaits du mercantilisme étaient maintenant confondues avec les survivances féodales et condamnées à disparaître. De toutes ces institutions, les compagnonnages et autres sociétés ouvrières qui assurèrent durant des siècles la protection des travailleurs furent l'objet d'une condamnation particulièrement violente, et jusqu'en 1884 la loi Le Chappelier interdisant les coalitions ouvrières pesa comme une chaîne de plomb sur la vie du prolétariat. Abolis les règles corporatives, c'était la possibilité illimitée de falsifier la marchandise et de voler le consommateur ; interdites les sociétés ouvrières, le capitalisme disposerait sans contrôle de la force de travail du prolétariat pour en obtenir le maximum de « ren-

dement ». Le règne de la bourgeoisie et de la camelote allait s'ouvrir.

Seulement, le nouvel ordre des choses eut des conséquences que les idéologues n'avaient pas prévu : sur les ruines de l'ancienne féodalité, s'édifia la nouvelle féodalité capitaliste. Trop attachées au concept individualiste de l'homme abstrait et à la négation des classes, mais angoissées aussi par les ors du souffrance et les gémissements qui montaient de la gêne-prolétarienne qu'il n'était plus possible de nier, les idéologues tentèrent de solutionner le problème, qui par des moyens politiques, qui par des utopies et fantasmagories sociales. La révolution de 1848 allait brusquement communiquer à la plus célèbre de ces utopies : l'association, une vigne extraordinaire. Par elle, le prolétariat allait enfin sortir de sa misérable condition et s'élever au rang d'homme libre, sous la protection de l'Etat démocratique-socialiste de Louis Blanc et des survivants du jacobinisme.

L'échec était inévitable, parce que la lutte restait inégale entre ceux qui disposaient du capital accumulé et ceux qui n'avaient que leurs bras, ce qui signifiait que la question sociale était non un problème d'organisation, mais un problème de propriété. La répression de juin mettait un terme aux utopies et le prolétariat était durement convié à travailler et se faire.

C'est le crime bourgeois de juin qui inaugure la scission entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est lui qui donne aux prolétaires la brutale perception qu'ils constituent une classe distincte du tiers Etat et qui a ses intérêts propres, ses INTERETS DE CLASSE. Si, indignés et déçus, les ouvriers refusent d'agir le 2 décembre 1851, c'est encore le Crime qui explique leur passivité : que les bourgeois de gauche et de droite se débrouillent entre eux; le prolétariat rentre dans l'ombre et se répète sur lui-même.

Les bourgeois de gauche — leur participation désastreuse à la Commune l'indique — restent obsédés par le dogme de l'homme abstrait et seul devant l'Etat. Conquérir la masse, et pour la conquérir la flattter, tel va être le but des politiciens social-démocrates après la

commune. L'homme déshumanisé de la démocratie n'est qu'un bulletin de vote. Des millions de voix donnent le pouvoir. La domination de la masse anonyme explique toute l'action de la démocratie bourgeoise et de son aile extrémiste le marxisme, de Gambetta à Thorez, et l'actuelle démagogie du parti communiste contre les trusts n'est pas l'indice le moins négligeable de cette tendance ; elle permet, en effet, en feignant de combattre les puissances capitalistes, d'attaquer personne. Dans les journaux staliniens on ne trouve presque jamais d'attaques contre le patronat ; ce mot semble même avoir disparu de leur vocabulaire. Les raisons de cette attitude sont facilement explicable dans un pays où les petits, moyens et gros patrons se comptent par millions et VOTENT ! S'ils sont tant attachés à la nationalisation étatique, c'est parce que pour eux comme pour leurs précurseurs de 89 et de 48 les classes n'existent pas, le problème de la propriété non plus, et tout se ramène à des mesures politiques.

Pelloutier et les fondateurs du syndicalisme ont entendu immuniser l'organisation syndicale contre le mal politico-démocratique dont le politicien de gauche porte le germe mortel. Ils ont voulu que l'orientation de l'action syndicale appartienne non aux grosses organisations de masse qui se distinguent à peine des cohées politiques et qui ramassent tout le manque de discernement parce que l'ouvrier le peus veule, c'est tout de même une cotisation et un vote, mais que cette orientation exprime, au contraire, la volonté de l'élite combattante du prolétariat. C'est cela qui fait la noblesse, la grandeur morale du syndicalisme révolutionnaire. La Charte d'Amiens et l'organisation fédérale, avec son système qui accorde une voix indistinctement à tout syndicat, que soient ses effectifs et donne la direction aux militants et non aux masses impersonnelles, ont consacré pour toujours la puissante originalité du syndicalisme français.

Si le prochain Congrès de Paris, suivant les désirs des communistes, renonçait au fédéralisme, le syndicalisme finira lamentablement dans la grenouillère démocratique. Ce sera alors son arrêt de mort.

LE PIÈGE des Comités d'Entreprises

Les Comités d'Entreprise, institués par une ordonnance parue au *Journal officiel* le 23 février 1945, sont déjà entrés en fonction avant janvier 1946.

Cette initiative du Gouvernement provisoire représente — sur le papier — une mesure d'une portée considérable pour la classe ouvrière. Les dirigeants réformistes, autrefois partisans du Plan, de l'arbitrage obligatoire et des commissions mixtes, l'ont saluée comme une victoire ; les dirigeants communistes l'ont annoncée comme une conquête de nature à renforcer le contrôle ouvrier sur la production. Par contre, les militants libertaires et syndicalistes révolutionnaires ont mis les travailleurs en garde contre le danger que cette politique de collaboration pouvait présenter, en donnant l'illusion aux syndiqués de participer effectivement à la gestion de l'entreprise ou en les faisant abandonner leur esprit révolutionnaire, sous prétexte d'intérêts communs.

Après quelques mois d'expérience, il est possible de faire le point, tant dans les usines nationalisées que dans les usines privées.

Rappelons qu'elles sont les attributions de ces Comités. Crées obligatoirement dans toutes les entreprises employant habituellement 50 salariés au moins, ils comprennent cinq à sept représentants ouvriers et un seul représentant patronal. Le texte de la loi déclare :

a) Le C.E. adresse à la direction des œufs et des suggestions concernant le marché de la production, l'organisation générale de l'entreprise, ainsi que sur l'avenir de la maison ;
b) Il propose en faveur des travailleurs ayant apporté par leur initiative une collaboration utile à l'entreprise toute récompense qui lui semble méritée ;

c) Il est obligatoirement informé de tout ce qui se rapporte à la gestion de l'entreprise, et le chef de la maison doit, au moins une fois par an, lui faire un exposé sur la situation de l'entreprise ainsi que sur ses projets pour l'année suivante.

Dans les sociétés anonymes, le C.E. a droit au contrôle sur le bilan en se faisant aider par un commissaire aux comptes — agréé par la Cour d'Appel — choisi dans l'ordre des experts-comptables. S'il y a des bénéfices, le C.E. peut donner son avis sur leur utilisation.

On remarque que l'esprit et le fond des dispositions traduisent toutes les illusions et toute la duplicité de la théorie de la collaboration de classe.

Il s'agit de produire plus et mieux, sans intervention directe dans la gestion, d'un simple droit de regard sur la comptabilité et au travers des lunettes d'un expert que les Cours d'Appel jugent assez sûrs pour l'agréer.

Mais voyons le domaine social, où l'intervention des C.E. pourrait se manifester plus efficacement, puisque la loi le dit expressément. C'est là que commence la véritable duplicité. Les C.E. ont la gestion des œuvres

sociales. La loi ne prévoit pas quelles sont les fonds dont ils disposent, un décret devant fixer ultérieurement les modalités du financement. La plupart des militants des C.E. se laissent aller volontiers à croire qu'il s'agirait d'un certain pourcentage sur les bénéfices. Mais il est difficile de déterminer le montant exact des bénéfices (quand il y a) qu'il figurent sur le papier. Un texte est arrivé disant que les C.E. recevraient avec une somme égale aux 5 p. 100 des salaires versés. C'est alors que l'ingéniosité des patrons ou des représentants de l'Etat « démocratique » s'est révélée, notamment à propos des cantines. Jusqu'à présent, les cantines étaient à la charge de la direction. Pour donner un repas insuffisant et souvent mal préparé, il était demandé 17 à 25 francs, suivant les boîtes. En réalité, les patrons y « perdent » plusieurs dizaines de milliers de francs par mois, selon le nombre de travailleurs employés. Le Gouvernement décida que ces cantines relevaient des œuvres sociales, ce qui eut pour premier résultat de faire passer le déficit à charge du Comité d'Entreprise. Comme les fonds destinés aux œuvres sociales allaient y passer, les militants d'usines protestèrent. C'est alors qu'intervinrent les directions syndicales, les partis, tous les appareils où les désirs de la majorité des ouvriers pesent peu devant les « impératifs » de l'unanimité nationale et du relèvement de la production. La pression fut si forte que les C.E. acceptèrent que 2 p. 100 fussent consacrés à payer les déficits des cantines. Cela fut jugé insuffisant. Une nouvelle offensive des dirigeants syndicaux et politiques fut lancée, et la solidarité du parti ou de fraction aidant, ce furent 3 p. 100 qui furent soustraits au total des salaires couvrant intégralement les frais entraînés par la confection des repas. La qualité de la nourriture ne sera évidemment pas améliorée, mais la colonne « pertes » des boîtes — en sera soulagée.

Ainsi, dès les premières escarmouches avec le Gouvernement « démocratique », la classe ouvrière se fit rouler, et cela avant même de commencer le travail se rapportant au domaine des œuvres sociales. Cela signifie que rien ne pourra être entrepris sérieusement dans ce domaine, que les misères à soulager de façon immédiate, que les pouponnières, les cités ouvrières, les bibliothèques, les sports et les loisirs sont d'ores et déjà sacrifiés.

Aux beaux temps vichyssois, les « œuvres sociales » constituaient pour les patrons une excellente cache pour les bénéfices illégitimes ; maintenant elles constituent un beau sujet de discours et un moyen commode de rognier de nouveaux avantages aux ouvriers.

De même que les déficits des charbonnages du Nord sont attribués à la gestion ouvrière, alors qu'en réalité il y a une gestion bureaucratique d'organismes de partis et de fonctionnaires, sans aucun contrôle effectif des mineurs, il sera dit également que les Comités d'Entreprises démontrent leur incapacité à organiser les œuvres sociales, bien que les délégués ouvriers soient bridés par les politiciens gouvernementaux, en excellents termes avec les « techniciens » patronaux, mis en demeure de participer à l'union sacrée économique, et incapables de refléter les volontés des travailleurs qu'ils sont censés représenter.

Comme dans les syndicats, c'est dans la mesure où les travailleurs sauront se dégager des brouillards de l'unanimité nationale et défendre strictement leurs droits, en veillant à ce que leurs représentants défendent leurs intérêts et non ceux de l'ennemi de classe, qu'ils pourront transformer les C.E. en organes de lutte, en les élargissant et en faisant sauter les cadres étroits des textes législatifs (1). Si la poussée revendicative s'élargit, elle peut donner aux C.E. un caractère de combativité, sinon ces Comités ne seront qu'une nouvelle forme d'escroquerie.

(1) Et ceci en considérant les C.E. comme un excellent moyen d'apprentissage, pour le propriétaire, de la gestion d'une entreprise, qu'il devra connaître à fond dans la bataille ouvrière qui peut éclater demain.

Les Staliniens en déroute chez les typos

Samedi 23 février, Assemblée générale du syndicat des typographes et tintinopistes, presse et labo. A l'ordre du jour, deux questions de la plus haute importance : les salaires et l'indépendance du syndicalisme : toutes deux sont d'ailleurs étroitement liées, et l'approche des congrès régional, fédéral et confédéral exige que les syndiqués prennent position. Les communistes craignent, à juste titre, que la position ignoble prise par leur parti, leurs journaux et Croizat le saillent dans la grève des rotatifs et sur les salaires — bloqués des salaires et augmentation des prix — n'affaiblissent leur influence, et ils tentent de noyer le poisson en évoquant le procès Luchaire et le témoignage de Largentier. Disons que les nacos avaient été d'accord en novembre sur la comparaison de Largentier : celui-ci a répondu comme il avait été convenu. Les typos sont venus pour entendre parler d'autre chose et réagissent avec vigueur. Après de nombreuses interventions, la plupart demandant que le syndicalisme reprenne sa liberté d'action et rompe avec partis et gouvernements, une motion présentée par l'équipe de « France-Soir » réclamant l'indépendance du syndicalisme et une action énergique de la C.G.T. pour l'augmentation des salaires est votée dans l'enthousiasme par l'unanimité des 1.200 présents moins huit voix, cependant que les nacos, notamment le dénommé Agnès, se retirent sur les huées de l'Assemblée.

Les typos ne se sont pas laissé intimider par les manœuvres des politiciens, et le parti stalinien est maintenant liquidé dans la typographie.

CONDITIONS D'ABONNEMENTS

12 numéros, 45 francs; 24 numéros, 90 francs.

Adresser toute demande à Louis Haas, 145, quai de Valmy, 145, Paris (10^e). C.C.P. 3585-80, Paris.

Le Gérant : Ch DURAND.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2^e.

La vie de la Fédération Anarchiste

RÉGION PARISIENNE

GROUPES DU 15. — Réunion chaque lundi, à 20 h. 30, café Buffon, face métro Pasteur.

GROUPES DE COURBEVOIE. — Réunion tous les mardis, à 20 h. 30, café Emile, 1, place de la Défense, à Courbevoie. (Les sympathisants sont invités.)

GROUPES DE LEVALLOIS. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, 28, rue d'Alsace, à Levallois. (Les sympathisants sont invités.)

GROUPES DE SEVRAN. — S'adresser ou écrit à Laurent, 26, avenue des Boscquets, à Asnières (Seine-Saint-Denis). (Les sympathisants sont invités.)

GROUPES D'ASNIERES. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, 28, rue d'Asnières (Seine-Saint-Denis). (Les sympathisants sont invités.)

GROUPES DE LILLE. — Permanence le samedi de 18 h. à 20 h. 13, rue du Moulin.

GROUPES DE DIJON. — Réunion tous les vendredis, à 20 h. 30, à l'Européen, place de la Libération à 20 h.

REGION DE NARBONNE. — Pour les renseignements, adresser la correspondance à Estève Louis, villa Florida Blanca, route de Carcassonne à Narbonne (Aude).

REGION DE THIERS. — Les camarades peuvent s'adresser à Dugne, aux Flachardes.

REGION DE PERPIGNAN. — Réunion tous les jeudis, samedis et dimanches au Bar du Continental, place Arago, à partir de 18 h. Les sympathisants sont invités.

REGION DE MARSEILLE. — Fédération locale de Marseille. — Réunion tous les vendredis, à 20 h. 30, 12, rue Pavillon (2^e étage).

Permanence : lundi et samedi, de 18 h. 30 à 19 h. 30.

Invitation est faite à tous les militants et sympathisants.

REGION DE TOULOUSE. — Le groupe de Toulouse se réunit tous les samedis à 21 heures. Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg, premier étage.

GROUPES D'AVIGNON. — Réunion tous les samedis à 20 h. 45, au siège, Bar

SOUSCRIPTION

Vendeur Saint-Lazare, 30; Petit, 35; Lemarie, 280; Fredo et sa compagne, 20; Berthe Faber, 25; Ribeyron, 50; Meul 100; Baril, 1.440; Davio, 100; Groupe Ouest Marne 305, 670; Liste 198, Roux, 30; Marcella Roux, 30; Quint Gaston, 30; Valette Serge, 100; Favre Café, 100; Liguy, 20; Babure, 100; Carrières Bezons, 550; Savy, 35; Lecocq, 100; Victor et Compagnie, 189; Deux Révoltes, 220; Lui, 50; Liste 243 : Mouguès, 25; Brun, 15; Liste 439 : Ferret, 50; Servet, 30; Seranari, 50; Masson, 25; Pierre Durand, 25; Vauclaire, 25; Brun Henri, 25; Luchanti Lino, 30; M. Prala, 50; Martigues, 20; Curny, 30; Buttin, 50; Roux, 50; Mappouger, 50; X..., 50; Liste 187, Spartacus, 376; Liste 240 Aïlençon : Cinolnan, 50; Duval, 50; Bacoumire, 50; Cépèdes, 50; Lanchez, 50; Gueux, 50; Marc Mesage, 50; Tonique Pierre, 100; Sabine, 150; Voirin, 75; Gérard, 228; Picot, 50.

Total : 6.358. Total précédent : 8.556.

Total arrêté au 26 février 1946.

• • •

COMPTÉ RENDU DU CONGRÈS

Le compte rendu du Congrès des 6 et 7 octobre et de la Conférence Nationale du 2 décembre 1945 est à la disposition de nos camarades.

Il est mis en vente au prix de 20 fr. Les secrétaires du groupe ainsi que les militants isolés sont priés insinuant de nous passer commande du nombre d'exemplaires qu'ils désirent.

• • •

ESPERANTISTES

<p